

# SOUVENIRS SUR LE CONGRÈS D'AMIENS

par

**Pierre MONATTE.**

(1)

-----

Il y aura bientôt cinquante ans que se tint le congrès confédéral d'Amiens. Il se déroula du 8 au 16 octobre 1906. La résolution qui y fut adoptée est restée connue sous le nom de *Charte d'Amiens*.

Je viens de relire le compte rendu officiel publié à l'époque, il m'a paru bien froid. Comment les historiens parviendraient-ils, à sa seule lecture, à reconstituer la signification d'un tel congrès? Les militants ouvriers d'aujourd'hui, guère mieux.

D'où l'utilité pour les survivants d'Amiens de rassembler leurs souvenirs. Combien restons-nous encore? Difficile à dire. Mais il y en a sûrement une ou deux douzaines.

Suis-je entraîné à accorder à ce congrès trop d'importance? C'est le premier congrès confédéral auquel j'ai assisté. J'avais vingt-cinq ans. J'y intervins peu, mais je le suivis avec une passion que je n'ai ressentie dans guère d'autres congrès depuis.

Il est incontestable que le congrès d'Amiens fait date dans le mouvement ouvrier de ce pays. Il est situé sur une hauteur que nos syndicats mirent dix à vingt ans, plus peut-être, à gravir. Ensuite ce fut la descente, jusqu'à l'éclatement de la guerre de 1914-18. Depuis, que d'événements! La Révolution russe, la Révolution espagnole. Une deuxième guerre mondiale, la Révolution chinoise.

Pour comprendre la signification exacte du congrès d'Amiens, il faut se reporter assez loin en arrière. Il constitue en fait le couronnement de la lutte contre le millerandisme. Une longue lutte caractérisée ainsi par Griffuelhes dans son intervention au congrès:

*«Le millerandisme a tenté de domestiquer le mouvement syndical, mais il n'y est pas parvenu. L'explosion de vitalité de la C.G.T. résulte de ces événements. Il y eut une coalition d'anarchistes, de guesdistes, de blanquistes, d'allemanistes et d'éléments divers pour isoler du pouvoir les syndicats. Cette coalition s'est maintenue: elle a été la vie de la Confédération. Or le danger existe encore. Il y a toujours des tentatives pour attirer au pouvoir les syndicats».*

En 1902, le congrès confédéral de Montpellier avait réalisé l'unité ouvrière en englobant dans une même organisation la *Fédération des Bourses du Travail* et la C.G.T. d'alors, créée à Limoges en 1895, mais qui n'avait pas pris son élan.

En 1904, le congrès confédéral de Bourges enregistrait la victoire des révolutionnaires sur les réformistes après une vive lutte sur le problème de la représentation proportionnelle. Il décidait en outre un vaste mouvement pour les 8 heures à la date du 1<sup>er</sup> mai 1906.

Enfin en 1906, devant une attaque menée par les socialistes guesdistes, par ceux du Nord plus particulièrement, le congrès d'Amiens repoussait tout accord avec le parti socialiste, proclamait que le syndicat était le groupement ouvrier essentiel et que le syndicalisme entendait mener à lui seul la double tâche journalière et d'avenir, réformiste et révolutionnaire. Par la mise en pratique de l'action directe, la suppression

(1) Publié dans *Actualité de l'Histoire*, octobre 1956. Cet article devint le septième chapitre de *Trois scissions syndicales*, Les Éditions ouvrières, 1958.

des bureaux de placement avait été réalisée , de là devait naître la décision de Bourges en faveur des 8 heures. Quant à l'avenir, le syndicat aujourd'hui groupement de résistance, deviendrait le groupement de production et de répartition, la révolution sociale étant associée à l'idée de grève générale.

On n'a longtemps retenu de la résolution d'Amiens que le refus de tout lien avec les partis politiques et les sectes. C'était en fausser l'esprit. La résolution commençait par une reconnaissance de la lutte de classes et concluait ainsi: «...*Afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale*».

La coalition de militants divers dont parlait Griffuelhes avait dégagé de son expérience une conception nouvelle, le syndicalisme révolutionnaire.

On peut se demander si l'appellation d'anarcho-syndicalisme, utilisée dans un but de polémique par la social-démocratie, de droite et de gauche, par les social-démocrates allemands comme par les bolcheviks, est bien fondée. Regardez la formation du bureau confédéral d'alors: la C.G.T. de 1906 avait comme secrétaire général Victor Griffuelhes, venu des blanquistes; comme secrétaire adjoint Luquet, venu des guesdistes; comme trésorier Albert Lévy, venu des allemanistes. Certes l'apport d'anarchistes comme Fernand Pelloutier, mort en 1901, qui avait si fortement marqué la *Fédération des Bourses*, ou celui de Pouget, alors rédacteur de la *Voix du Peuple*, l'hebdomadaire confédéral, ou celui encore d'Yvetot, secrétaire de la *Section des Bourses*, sont loin d'être négligeables. Point négligeable non plus certainement l'esprit libertaire dans son effort vers la culture de soi-même et vers l'action individuelle, ce qui explique pour une part le rôle joué par ce qu'on a appelé les minorités agissantes. Mais il n'est pas téméraire d'avancer que le syndicalisme révolutionnaire a bien été l'œuvre commune de militants ouvriers venus de tous les camps socialistes, de tous les horizons révolutionnaires. Instinctivement une nouvelle génération ouvrière reprenait, retrouvait, à la lumière de sa propre expérience, la formule essentielle lancée par la 1<sup>ère</sup> Internationale quarante ans auparavant: «*L'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes*».

-----

C'est à ma participation à la grève des mineurs de mars-avril 1906 et à mon inculpation dans l'affaire du *Complot* que je dus d'être désigné par mon syndicat, comme délégué au congrès d'Amiens. Sans me prévenir, Villeval, le secrétaire du syndicat des correcteurs, en fit la proposition au conseil syndical ou à l'assemblée générale, je ne me souviens plus. La grève des mineurs et le *Complot* ne manqueraient pas de venir sur le tapis, ma présence au congrès était nécessaire. Certes, je comptais bien me rendre à Amiens, mais je ne voyais pas mon syndicat désigner un autre délégué que Villeval, dont l'intervention au congrès précédent, celui de Bourges, avait été utile et remarquée. J'obtiendrais certainement quelque autre mandat, soit chez les mineurs, soit ailleurs. Il m'en vint un, en effet, sur lequel je ne comptais vraiment pas. Celui de l'important syndicat des Marins du commerce de Marseille. Son secrétaire, le camarade Réaud, que je ne connaissais pas, avait été frappé par mes articles des *Temps Nouveaux* d'avant le congrès, il m'avait fait désigner par son syndicat comme délégué.

Les débats du congrès d'Amiens devaient être dominés par deux grands faits: 1- le mouvement pour les 8 heures du 1<sup>er</sup> mai 1906 précédé par la grève des mineurs du Pas-de-Calais et du Nord, consécutive à la catastrophe de Courrières; 2- la réalisation de l'unité socialiste l'année d'avant, qui avait fait espérer aux éléments guesdistes qu'il allait être possible de réaliser en France l'alliance entre le parti socialiste et le mouvement syndical qui était de règle dans les pays étrangers où le mouvement ouvrier subissait l'influence social-démocrate.

Une autre question, l'antimilitarisme et la grève générale en cas de guerre, figurait à l'ordre du jour mais les discussions passionnées sur le rapport moral, puis sur les rapports entre les syndicats et les partis politiques, ayant absorbé beaucoup de temps, elle ne provoqua pas de débat et fut sanctionnée par un simple vote.

Dès l'arrivée à Amiens, on put constater que la proposition du Textile n'avait pas mordu sur les syndicats de province. De toutes parts, on signalait une nette hostilité à son égard. Pourtant que feraient les éléments réformistes qui avaient, deux ans auparavant, à Bourges, mené une si vive lutte contre le bureau confédéral révolutionnaire, à propos de la représentation proportionnelle? Réformistes à la Keu-fer et guesdistes à la Renard s'associeraient-ils? C'était peu probable, mais ce n'était pas impossible. Plus vraisemblablement les

premiers formeraient une tendance à part. Un autre point d'interrogation se posait. Parmi les éléments de la majorité révolutionnaire de Bourges on comptait pas mal de membres du parti socialiste. N'y aurait-il pas du flottement parmi eux? Le Syndicat des mineurs de Montceau, par exemple, était un cas type. Bouveri, le député socialiste de la région, aurait-il essayé de retourner ses camarades du syndicat? Merzel, le militant syndicaliste, était là, toujours solide. Il devait d'ailleurs apposer sa signature au bas du texte présenté au congrès par Griffuelhes quelques jours après. L'expérience des deux grèves de mineurs de Montceau, celle de 1900 et celle de 1901, avait marqué ce syndicat pour toujours, pour longtemps au moins.

Le congrès s'ouvrait naturellement par l'examen du rapport moral. Deux questions tranchèrent tout de suite: le mouvement pour les 8 heures et le Secrétariat international des syndicats.

On se rappelle - se le rappelle-t-on vraiment? - comment le mouvement pour les 8 heures avait été décidé à Bourges. Il y avait eu quelque surprise dans le congrès quand le rapporteur de la commission des 8 heures était venu présenter son rapport. Une surprise même pour le bureau confédéral qui ne s'attendait guère à pareille proposition. Le rapporteur, Dubéros, était un jeune militant des coiffeurs parisiens. Il appartenait à l'équipe de militants qui avaient mené dans leur corporation la lutte contre les bureaux de placement et qui avaient enlevé le morceau. Pourquoi ne pas appliquer aux 8 heures, pensaient-ils, la même méthode? Voilà assez longtemps que les manifestations du 1<sup>er</sup> mai se poursuivaient sans résultat. Depuis 1890, chaque année, pétitions et démarches auprès des mairies et des préfectures se répétaient sans résultat. Il fallait changer de tactique. Des partisans de l'action directe se devaient de prendre exemple sur le mouvement de 1886 des trade-unions américaines. A telle date, les travailleurs refusaient de travailler plus de 8 heures. Cet exemple américain, depuis des années, Pouget lui consacrait le numéro spécial du 1<sup>er</sup> mai de la *Voix du Peuple*. Le souvenir des martyrs de Chicago était entré dans la légende ouvrière. La commission des 8 heures du congrès de Bourges proposait qu'à partir du 1<sup>er</sup> mai 1906 les ateliers et les usines soient abandonnés une fois la huitième heure faite.

La proposition de la commission trouva immédiatement un défenseur en Pouget. Il l'appuya devant le congrès. Plus encore peut-être auprès de ses camarades du bureau confédéral, un peu effrayés par la lourde charge et les risques du mouvement envisagé.

Pendant un an et demi, la propagande avait été menée, à grand renfort d'affiches, de réunions, de brochures. Les difficultés n'avaient pas manqué, au premier rang l'opposition des réformistes. Le Livre avait décidé de revendiquer les 9 heures au lieu des 8 heures. D'autres réclamaient une réduction de travail sans parler des 8 heures. Chez les mineurs, une vieille proposition de loi avait fini par être déterrée, les 9 heures allaient être appliquées, assurait-on. La classe ouvrière dans son ensemble s'ébranlerait-elle? Quitterait-elle le travail le 1<sup>er</sup> mai 1906, une fois effectuées les 8 heures, comme le demandait la résolution de Bourges?

Pour la presse bourgeoise, il ne s'agissait pas seulement d'un mouvement de réduction du temps de travail. Le grand quotidien réactionnaire du moment, *l'Écho de Paris*, mena six mois durant une violente campagne pour faire accroire que c'était la Révolution qui était en vue. Cette campagne porta sur les bourgeois parisiens; beaucoup accumulèrent les provisions dans leurs caves; d'autres quittèrent la capitale avant le 1<sup>er</sup> mai. L'émotion était grande dans l'armée. Un officier, le lieutenant Tisserand-Delange, croyant que la Révolution était là, se rendait à une réunion à la Bourse du Travail de Paris, la veille du 1<sup>er</sup> mai, pour déclarer que s'il recevait l'ordre de tirer sur les travailleurs, il n'exécuterait pas cet ordre. Depuis bien longtemps Paris n'avait pas vécu dans une pareille atmosphère.

Or voilà que la catastrophe de Courrières, avec ses 1.200 victimes, venait déclencher une grève des bassins miniers du Pas-de-Calais et du Nord. Le manque de charbon risquait d'amener l'arrêt de nombreuses industries. Gros problème pour Clemenceau, nouveau ministre de l'intérieur dans un cabinet Sarrien. Il recourut à tous les moyens pour terminer cette grève avant la fin avril. Mais les compagnies minières, habituées à la résistance contre leurs ouvriers, n'entendaient pas céder. Une vaste coup de filet fut jeté sur les militants du jeune Syndicat des mineurs et sur un certain nombre de jeunes du vieux syndicat. Cela ne suffisait pas, Clemenceau, se faisant jouer par la Sûreté nationale, lança une ridicule histoire de *Complot* où les militants de la C.G.T. apparaissaient associés à des bonapartistes pour créer des troubles. Les documents établissant cette association auraient été découverts au cours d'une perquisition à mon domicile de Paris après mon arrestation à Lens dans le large coup de filet d'après le 20 avril. J'aurais reçu des fonds d'un bonapartiste pour fomenter les troubles du Nord; de là les conflits entre la troupe et les grévistes en plusieurs endroits et l'incendie de la maison de M. Reumeaux, le directeur de la Compagnie de Lens. Pendant que la presse se gargarisait de ces révélations, j'étais en cellule à la prison de Béthune, ignorant tout ce qui m'était imputé. C'est seulement lors de mon premier interrogatoire, retardé à plaisir, que mon avocat, Ernest Lafont,

m'apprit de quoi il était question: - *Vous n'avez pas l'air de vous douter que vous êtes accusé de complot et d'avoir touché 70.000 francs d'un comte Durand de Beauregard? - Vous voulez rigoler? - Mais pas du tout.* Comment aurais-je pu m'en douter. J'étais au régime de droit commun, dans une cellule de la prison de Béthune, ne recevant pas de visites et ne voyant pas les journaux. Passe pour moi, mais Griffuelhes et Lévy, le secrétaire et le trésorier de la C.G.T., avaient été arrêtés aussi. Ils devaient être libérés une huitaine de jours après le 1<sup>er</sup> mai. Je ne l'étais qu'à la fin du mois.

Quelle influence eut cette invention du *Complot* sur le mouvement du 1<sup>er</sup> mai? Il est difficile de le dire. La C.G.T., ainsi calomniée à plaisir, gardait-elle aux yeux des travailleurs toute son influence? Cela ne pouvait qu'accroître le trouble des esprits.

Dans le rapport moral établi en vue du congrès d'Amiens, Griffuelhes a donné ce tableau du mouvement du 1<sup>er</sup> mai 1906:

«*A Paris, dans certaines villes de province, la manifestation fut importante. Les travailleurs y participèrent nombreux. Il serait difficile d'en indiquer le nombre. Ce qui est à retenir, c'est que jamais semblable effervescence ne s'était produite...*

*Les grèves qui éclatèrent le 2 mai furent nombreuses...*

*La Fédération du Livre avait, au 18 avril, afin de profiter des circonstances favorables pour son industrie, fait la mise-bas pour les ouvriers travaillant dans les maisons refusant les conditions de travail élaborées par les syndicats. Dans plusieurs villes, les patrons accédèrent aux demandes des ouvriers, dans d'autres villes il fallut recourir à la grève. A Paris, la grève fut importante. Il reste, au moment où nous écrivons, encore des grévistes: à Paris, ils sont plus de 500. C'est la grève qui aura le plus duré.*

*Puis le 25 avril, à Paris, les bijoutiers et orfèvres parlaient à leur tour. Trois semaines après, le travail était repris moyennant quelques satisfactions accordées par le patronat. Ajoutons que, pour ces corporations, le meilleur moment n'était pas arrivé, c'est au mois d'octobre et suivants que, le travail battant son plein, la lutte eût été préférable.*

*Le 2 mai, ce sont les ouvriers de la voiture, les terrassiers, les charpentiers, les menuisiers, les peintres, les maçons et tailleurs de pierres, les monteurs-levageurs, les lithographes, qui se mettaient en grève. Les imprimeurs-conducteurs et certaines catégories du papier avaient suivi la corporation des typos. L'ameublement, comprenant les ébénistes, les sculpteurs, les menuisiers en sièges, etc..., partait lui aussi. C'était, au bas mot, pour ces corporations un chiffre de plus de 150.000 grévistes.*

*D'autres grévistes vinrent grossir ces chiffres; c'étaient les métallurgistes, comprenant les mécaniciens, les mouleurs en cuivre, les ferblantiers, les ouvriers du bronze, les chaudronniers en cuivre, etc... Leur chiffre, pour le département de la Seine, dépassa 50.000.*

*C'est dans plusieurs de ces corporations que se produisirent les faits les plus curieux. L'Union des Mécaniciens, peu de jours avant le 1<sup>er</sup> mai, dans une réunion, avait déclaré qu'il n'y avait pas lieu de faire grève, la corporation n'étant pas prête. De son côté, le Syndicat des métallurgistes qui compte des mécaniciens avait fait de la propagande en faveur de l'agitation. Ce dernier étant moins nombreux, il semblait que la corporation ne bougerait pas. Le contraire se produisit. Les non-syndiqués, tant de Puteaux que d'ailleurs, déclarèrent les premiers la grève et celle-ci fut conduite en dehors de toute intervention officielle des organisations. Les syndiqués étaient hostiles à la grève, les non-syndiqués la déclaraient. Nous nous garderons de tout commentaire susceptible d'être mal interprété. Nous exposons simplement les faits.*

*En province, l'agitation fut moins intense que nous l'avions espéré. A Lorient, la grève fut générale durant plusieurs jours. A Hennebont, la grève dure au moment où nous écrivons. A Brest, l'arbitraire s'exerça sans autre limite que le bon vouloir ministériel. Le 4 mai, la Bourse était fermée, dix-huit camarades choisis parmi les plus militants étaient incarcérés. A Rosières, dans le Cher, plus de 600, à Montluçon plus de 3.000 métallurgistes entraient en conflit. Là encore le pouvoir montra son profond mépris des travailleurs, en mettant toutes ses forces de répression à la disposition des patrons. Dans d'autres localités, les grèves surgirent. Nous ne pouvons en donner la liste, ce serait trop long...».*

Ce n'était pas évidemment le vaste mouvement qu'avait décidé le congrès de Bourges, mais c'était un mouvement sérieux. Il avait posé carrément le problème des 8 heures, de la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire. Il avait mis le cran d'arrêt à la méthode des longues journées pour sortir un salaire convenable. Aujourd'hui où l'on revoit dans pas mal d'industries les ouvriers courir après les heures supplémentaires pour atteindre une paye capable de faire vivre une famille, on peut mesurer la valeur d'un mouvement comme celui de 1906.

Quant à l'élan donné aux syndicats par un tel mouvement, une déclaration de Fareny, délégué du Bâtiment du Havre, la fait ressortir excellemment: «*Si nos organisations sont devenues actives et vivaces, c'est grâce à la propagande confédérale des 8 heures».*

Avant l'ouverture de la discussion du rapport moral, un incident fut soulevé par la présence du docteur Desmons, le directeur du *Réveil du Nord*, au banc de la presse. Dhooghe déposa une protestation contre son attitude au cours de la dernière grève des mineurs et particulièrement dans l'affaire du *Complot*. Pour éviter que l'on puisse interpréter cette protestation comme une atteinte au droit de critique, je fis passer sous les yeux du congrès quelques coupures du *Réveil du Nord* où les délégués de la C.G.T. étaient accusés de faire la propagande de l'incendie, du cambriolage et de la mendicité à main armée. Seuls quelques guesdistes, Inghels, de Lille, et Clévy, de Troyes, quoique un peu gênés, présentèrent la défense du *Réveil du Nord*. Le docteur Desmons dut quitter le congrès.

Par la suite, Renard et quelques autres délégués du Nord déclarèrent que le *Réveil du Nord* n'était pas leur organe. En effet, il était plutôt le quotidien du socialisme réformiste, notamment pour le Pas-de-Calais. Mais l'hebdomadaire guesdiste de Lille, le *Travailleur*, avait publié sous la signature de son correspondant du Pas-de-Calais, au cours de la grève des mineurs et à l'occasion du *Complot*, des gentillesses assez semblables à celles du *Réveil*. J'étais jeune et assez timide, j'attendis pour l'affirmer qu'un de nos camarades de Lens soit allé chercher et m'ait rapporté la collection du *Travailleur*. Les articles du *Réveil du Nord* avaient frappé les délégués. Ceux du *Travailleur*, du même ton, ne firent pas remonter le crédit des guesdistes du Nord.

La discussion du rapport moral commença par une intervention de Voilin, des mécaniciens de la Seine, contre le passage du rapport de Griffuelhes où il était dit que les mécaniciens syndiqués avaient été hostiles à la grève du 2 mai, tandis que les non-syndiqués la déclenchaient. Le Syndicat des mécaniciens venait même de publier un tract traitant d'infamie le paragraphe du rapport moral. Voilin exposa longuement la propagande faite par son syndicat pour les huit heures. Restait que les mécaniciens, à leur assemblée générale du 17 avril, avaient examiné la situation dans leur corporation et conclu que la propagande faite n'avait pas donné les résultats escomptés et pu vaincre l'indifférence. Le 1<sup>er</sup> mai venu, des syndiqués avaient fait grève les premiers. Mais le 2 mai, une maison importante, Belleville, de Saint-Denis, ayant accordé la semaine anglaise, 10 heures par jour et le repos du samedi après-midi et du dimanche, d'autres boîtes avaient débrayé: De Dion, Panhard, Renault, notamment. Si bien qu'un véritable lock-out s'en était suivi. Il s'en dégageait que le Syndicat des mécaniciens avait été surpris par les événements. Ne voulant pas paraître forcer la main aux non-syndiqués, il avait appelé leur large participation au sein du comité de grève. Des faits exposés de part et d'autre, on pouvait déduire que le Syndicat des mécaniciens de la Seine avait fait un effort de propagande mais que dans cette première grève de l'automobile il avait manqué d'expérience pour juger la situation et pour la dominer.

Keufer devait ensuite, après avoir rappelé l'effort de la Fédération du Livre et l'obtention de la journée de 9 heures dans plus de 150 villes, soulever l'épineuse question des relations avec le Secrétariat international des syndicats.

La C.G.T. ne s'était pas fait représenter à la dernière conférence internationale. Elle avait demandé l'inscription à l'ordre du jour de trois questions: l'antimilitarisme, la grève générale, les huit heures. Cette inscription ayant été refusée elle n'avait pas envoyé de délégué.

Griffuelhes exposa le peu de travail fait par les conférences précédentes de Stuttgart et de Dublin. Il rappela la délégation infructueuse faite par lui à Berlin, en janvier 1906, au moment des incidents du Maroc. Il était allé proposer à la Commission syndicale allemande l'organisation de deux démonstrations communes contre la guerre, à Berlin et à Paris. Pour le Secrétariat international, toutes les questions de principe étaient du ressort des partis socialistes; il s'en tenait quant à lui à l'échange de renseignements administratifs sur les différents mouvements syndicaux.

Deux ordres du jour se trouvèrent en présence; l'un de Keufer, Coupat et Niel, demandant le maintien de la participation de la C.G.T. au Secrétariat international; l'autre de Delesalle et Pouget, proposant que la C.G.T. renouvelle sa demande de discussion de la grève générale et de l'antimilitarisme à la prochaine conférence internationale et dans le cas de refus qu'elle s'adresse directement, par-dessus la tête du Secrétariat international aux centrales syndicales des divers pays. C'est ce dernier ordre du jour qui fut adopté.

Enfin on allait aborder la grande discussion de ce congrès, les rapports entre le parti socialiste et la C.G.T. Victor Renard, le secrétaire fédéral du Textile, ouvrit le feu. Il présenta sa proposition avec une grande habileté. L'action syndicale est obligée de se préoccuper de la protection légale des travailleurs. D'où l'utilité de rapports avec le parti socialiste dont les élus sont tout désignés pour établir des projets de réformes ouvrières et pour les soutenir au Parlement. En outre, syndicats et parti mènent une action complémentaire.

C'est la méthode employée dans le Nord. Elle peut présenter des résultats précieux: 315 syndicats, 76.000 syndiqués, 300 groupes, de nombreux conseillers municipaux, 8 députés et 105.000 électeurs. Si partout on agissait de même, il n'est pas de force bourgeoise qui pourrait résister à la C.G.T. unie au parti socialiste.

Le premier orateur à répondre fut Dhooghe, au nom du Syndicat textile de Reims, Dhooghe, homme du Nord aussi, mais militant anarchiste. Souvent les ouvriers du textile de Roubaix et Tourcoing étaient forcés de descendre à Reims pour trouver du travail. Renard l'avait mis en cause à propos d'une circulaire envoyée après le congrès fédéral du Textile récemment tenu à Tourcoing et qui avait adopté une résolution analogue à celle soumise au congrès confédéral. Pour Dhooghe et la minorité fédérale du Textile, lier syndicats et parti, c'était subordonner les premiers au second, les engager dans les luttes électorales et les détourner du terrain économique. Perdant leur autonomie ils perdaient leur force propre.

Desjardins, des tisseurs parisiens, avait expliqué dans la *Voix du Peuple*, comment Renard et les syndicats du Nord avaient rallié la Fédération du Textile. Ces donneurs de leçon de syndicalisme étaient restés sourds, des années durant, aux appels fédéraux. Ils n'avaient adhéré que le jour où on leur avait offert le siège fédéral.

C'est un autre homme du Nord, Merrheim, l'un des secrétaires fédéraux des Métaux, qui devait mettre à bas la cathédrale dressée par Renard. Des 315 syndicats indiqués, d'après l'annuaire du ministère du Commerce de 1905, il convenait de défalquer au moins 130 syndicats jaunes, nombreux particulièrement dans les centres textiles de Roubaix, Tourcoing, Lille, Armentières et comptant, certains, plus de 1.000 membres. Même remarque sur le chiffre des syndiqués: les deux syndicats de mineurs du Nord, portés comme ayant 8.000 membres, venaient de payer à leur Fédération unifiée pour 900 membres. Le Syndicat du textile de Roubaix compté comme ayant 6.200 membres en avait à peu près 3.000, d'après les chiffres fournis au récent congrès fédéral de Tourcoing. Dans le bassin d'Anzin, où il y avait plus de 30.000 ouvriers de la métallurgie, on trouvait trois députés socialistes, mais seulement 600 syndiqués. «*Vous êtes glorieux à tort de vos cathédrales. Elles ont, peut-être, de belles façades, mais c'est tout. Roubaix, proclamée la "ville sainte", la Mecque du socialisme, est une cité de souffrances et de misères. Il est peu de villes où l'on trouve des salaires aussi bas. Quel est l'ouvrier de l'article "robes" qui pourrait dire qu'il gagne, en le tissant, au long d'une année, neuf francs par semaine? Je prétends que c'est la conséquence de votre tactique.*».

Merrheim avait ainsi détruit par des chiffres toute la base de l'exposé de Renard. Que restait-il des reproches faits à la méthode et à l'esprit de la C.G.T.? Griffuelhes, dans son intervention, devait l'examiner.

Avant 1900, dit-on, la C.G.T. n'avait pas prêté le flanc aux critiques. Oui, parce qu'elle n'existe pas. C'est l'entrée de Millerand au ministère Waldeck-Rousseau qui donna naissance à cet esprit. A peine Millerand ministre, parut une déclaration signée de Keufer, Baumé, Moreau, approuvant cet acte. Cette déclaration n'était-elle pas un acte politique? A l'Union des syndicats de la Seine on vint proposer un banquet à Millerand. Au lendemain de la fusillade de Chalon, les membres de la commission de la Bourse du Travail de Paris reçurent pour eux et leurs familles une invitation à une soirée du ministre du Commerce. Deux jours après, une nouvelle invitation, de Gallifet, pour un carrousel. Que voulait-on, sinon domestiquer les syndicats? Les protestataires, peu nombreux au début, eurent vite fait d'ouvrir les yeux de leurs camarades. L'explosion de vitalité de la C.G.T. résulte de ces événements. La coalition formée à ce moment pour isoler du pouvoir les syndicats s'est maintenue; elle a été la vie de la Confédération.

Est-ce l'influence anarchiste ou l'influence du pouvoir qui entraîne la division ouvrière? Griffuelhes cite l'exemple des mineurs: «*En 1901, dit-il, on s'opposa à la grève des mineurs pour ne pas contrarier l'œuvre "socialiste" de Millerand-Waldeck-Rousseau. Quatre ans après, Joucavel, des mineurs de Carmaux, qui avait tout fait pour s'opposer à la grève, reconnaissait que le pouvoir n'avait pas tenu les promesses faites, que le gouvernement avait roulé les mineurs. Est-ce les anarchistes de la C.G.T. qui ont créé le conflit? Non. Pas plus qu'ils n'ont créé celui des travailleurs municipaux.*

Griffuelhes aurait pu ajouter que dans le Pas-de-Calais, Broutchoux n'avait fait que continuer l'œuvre entreprise en 1902 par Goudemetz et ses camarades guesdistes, les véritables fondateurs du jeune syndicat des mineurs.

«*Créer des rapports entre la C.G.T. et le parti? Or qui dit rapport dit entente, qui dit entente dit accord. Comment s'établirait cet accord fait de concessions mutuelles entre un parti qui compte avec le pouvoir, car il en subit la pénétration, et nous qui vivons en dehors de ce pouvoir? Nos considérations ne seraient pas toujours celles du parti, d'où impossibilité d'établir les rapports demandés.*» Pour les guesdistes, le syndicat

est de nature foncièrement réformiste et réduit à jouer un rôle secondaire, tandis que le rôle révolutionnaire revient au parti.

Quand survint le vote final des motions, un mouvement surprenant se produisit. La proposition du Textile fut repoussée par 724 mandats contre 34 pour et 37 abstentions, ces dernières représentant les voix du Textile amené à cette attitude par le refus du vote par division sur sa motion.

La Fédération de la Céramique avait retiré sa motion en déclarant prématurée la réglementation des rapports entre la C.G.T. et le parti. Le bloc réformiste Keufer, Coupat, Guérard, retirait celle que Keufer avait déposée pour se rallier à une motion présentée par Niel, que celui-ci retirait dès lecture de la motion Griffuelhes.

Si bien que le Livre, par la voix de Jusserand, déclarait voter la proposition Griffuelhes, en faisant toutefois des réserves sur la grève générale, étant donné que le Livre y était momentanément hostile. Ce qui m'amenait à déclarer qu'au nom de mon syndicat, adhérent à la Fédération du Livre, je voterai la motion Griffuelhes sans faire aucune réserve.

Les résultats du vote étaient éclatants. Pour: 830 mandats, contre: 8, blanc: 1.

Ce n'était pas une majorité, c'était presque l'unanimité que recueillait la motion Griffuelhes, appelée depuis la *Charte d'Amiens*. Toutes les tendances du syndicalisme français, sauf les guesdistes, avaient rallié le syndicalisme révolutionnaire. Renard avait espéré entraîner avec lui les réformistes. Il n'avait pas tenu assez compte de l'impression produite sur eux par l'attitude des socialistes du Nord, tant réformistes à la Basly que guesdistes à sa façon, dans la grève des mineurs et l'affaire du *Complot*. Il n'avait pas tenu compte non plus que le passé ne s'oublie pas facilement. Toutes les tendances syndicales, depuis les débuts du mouvement ouvrier français, avaient dû lutter contre l'autoritarisme des guesdistes et contre leur mépris du syndicat, regardé comme une organisation inférieure. A Amiens, le syndiqué s'affirmait en face de l'électeur et du citoyen, le syndicat se déclarait le groupement ouvrier essentiel. D'où l'isolement du guesdisme, révolutionnaire en paroles sur le terrain électoral, mais réformiste sur le terrain syndical.

Le syndicalisme révolutionnaire revenait d'Amiens la tête haute, mais les épaules chargées d'une lourde responsabilité. Il allait pouvoir continuer sa marche avec plus de confiance, puisque la C.G.T. à peu près entière, lui avait manifesté son accord sur l'essentiel de sa pensée.

Allait-il poursuivre son effort pour les 8 heures industrie par industrie?

Allait-il réussir à constituer des fédérations d'industrie en fusionnant les fédérations de métier? La lutte pour les 8 heures lui avait fait sentir les inconvénients d'avoir dans les mêmes usines ou sur les mêmes chantiers des éléments rattachés à différentes fédérations de métier. C'avait été le cas pour les Métaux; la fusion des fédérations de mouleurs, de mécaniciens et de métallurgistes était posée. De même dans le Bâtiment. On peut dire que la fédération d'industrie du Bâtiment est sortie du 1<sup>er</sup> mai 1906.

Le branle était donné dans les services publics et chez les fonctionnaires. Les postiers, les instituteurs formaient leurs premiers syndicats. Les cheminots remuaient et Guérard, le Guérard écrasé par l'insuccès de la grève des cheminots de 1897, sentait frémir un nouvel état d'esprit qui l'amènerait à la grève de 1910.

Trouverait-on les militants capables de faire face à tous les besoins d'un mouvement en plein développement? Dans les rangs des vieux une certaine lassitude se traduisait. Le mouvement syndical est un terrible mangeur d'hommes. Le meilleur militant ne reste pas toujours un entraîneur. A ce moment, être secrétaire de syndicat ou de section syndicale, ou simple militant, n'allait pas sans coups et sans aventures. Où trouver ces militants? Comment les découvrir, comment les former?

Surtout il fallait bien s'attendre à ce que le gouvernement et le patronat cherchassent à briser l'élan de la C.G.T.

Le parti socialiste lui-même comment prendrait-il la défaite de ses éléments guesdistes? On allait être vite fixé. Le congrès socialiste de Limoges, au début de novembre 1906, avait grand mal, malgré Jaurès et Vaillant, à réunir une majorité, se résignant à accepter la résolution d'Amiens.

Après la montée vers Amiens, on peut parler de descente. Une descente à brusques secousses, débarrant par la crise intérieure provoquée par l'affaire de la *Maison des Fédérations* pour tomber dans le gouffre de la guerre de 1914-1918.

Un homme, dans le cabinet Clemenceau de 1906, connaissait assez le mouvement syndical pour se rendre compte de la situation exacte de la C.G.T. C'était Aristide Briand. Il avait été amené à la grève générale par Fernand Pelloutier. Un curieux homme dont Anatole France avait dit un jour: «*Briand? Il a, sans en éprouver aucune tristesse, un grand mépris de l'humanité*». La force de la C.G.T. était en voie de devenir immense, mais elle était encore fragile. Comment la briser? Il eut vite fait de trouver le point sensible.

Chassée de la Bourse du Travail de Paris, la C.G.T. avait transporté ses bureaux cité Riverin, puis rue de la Grange-aux-Belles, cette fois dans un immeuble industriel acheté avec les fonds prêtés par un ami du syndicalisme. La mise en état de l'immeuble et sa transformation en bureaux d'organisation n'étaient pas une petite affaire. Griffuelhes s'y donna corps et âme. Il y réussit. Une imprimerie fut installée. Ensuite une clinique médicale. Mais les besoins d'argent étaient harcelants. Pour y faire face, Griffuelhes dut recourir aux fonds mêmes de la C.G.T. C'était pour elle, pour assurer son fonctionnement et son indépendance que ces travaux étaient exécutés. N'était-il pas naturel d'y employer ses fonds? Évidemment. Mais quand le trésorier confédéral, Albert Lévy, comptable de métier, sortant de prison, retrouva la comptabilité confédérale plus ou moins bien tenue, il poussa de grands cris. Simples comptes mal tenus ou détournements? Griffuelhes n'avait pas que des amis, même dans la tendance révolutionnaire, même au lendemain d'Amiens. Briand avait gardé des relations avec certains éléments. Une fois au courant il vit très vite le moyen d'abattre Griffuelhes et par là de briser l'élan de la C.G.T. Dans nos milieux syndicaux, les histoires d'argent peuvent provoquer de terribles ravages. Il suffisait d'agir sur le trésorier confédéral, Lévy, un garçon nerveux en diable, et qui, d'ailleurs, ne s'entendait pas avec Griffuelhes. On s'y employa. Des mois durant, Griffuelhes fut en butte aux attaques d'une coalition formée de quelques révolutionnaires renforcés par les réformistes d'hier. Il aurait pu facilement, il aurait dû répondre, livres en mains. Par orgueil, par mépris de telles attaques, alors qu'il était en droit, pensait-il, d'escroquer les remerciements et la reconnaissance de la C.G.T., longtemps il refusa de s'expliquer, rendant difficile la défense par ses amis. Quand il le fit, tardivement, le malaise s'était approfondi. Il avait dû quitter, d'ailleurs, le secrétariat de la C.G.T., où Niel, candidat cette fois des réformistes, devait le remplacer durant quelques mois, avant d'être lui-même obligé de démissionner. C'est alors que Jouhaux fut désigné comme secrétaire de la C.G.T.

Le désarroi provoqué par une telle crise, Griffuelhes abattu, on peut dire que l'élan pris à Amiens était perdu. Dans cette période de 1907 à 1910, il aurait fallu renforcer la C.G.T., aménager sa maison, organiser ses moyens de propagande. Qui veut renverser le régime bourgeois doit prouver sa propre capacité de gestion. Le syndicalisme avait aménagé sa maison de la rue Grange-aux-Belles, mais sans en garder le mérite moral. Pouget avait quitté la *Voix du Peuple* pour fonder un quotidien syndicaliste, grâce aux fonds provenant d'un héritage de vieux militant, héritage recueilli par Charles Malato et confié en partie par celui-ci à Pouget. Le quotidien, *la Révolution*, mal préparé, mal administré, mal rédigé, devait vivre 40 jours seulement. Deux ans après, un nouvel essai de quotidien était tenté. La *Bataille syndicaliste* devait tenir la mer plus longtemps, mais dans des conditions difficiles et sans accroître réellement la force de propagande du syndicalisme et de la C.G.T.

La guerre de 1914 pouvait venir. Elle provoquerait en France l'effondrement de la C.G.T. et de tout le mouvement ouvrier, de même que dans la plupart des pays d'Europe. Non seulement le mouvement ouvrier international avait été incapable de barrer la route aux forces de guerre, mais on peut se demander s'il les avait vus s'approcher. La petite équipe de la *Vie ouvrière* était traitée de défaitiste parce que nous osions prévoir l'approche de la guerre. Naturellement ceux qui n'avaient rien prévu devaient être, l'ouragan venu, les premiers à jeter au diable tout ce qui avait caractérisé le syndicalisme révolutionnaire, l'antimilitarisme et l'internationalisme ouvrier. Ils se mettaient à la remorque du gouvernement d'union sacrée; ils publiaient une édition de la *Bataille syndicaliste* à Bordeaux avec des fonds gouvernementaux.

Dans les autres pays, même situation. Le mouvement international avait été incapable de prévoir la guerre et d'organiser la résistance contre elle. L'hégémonie social-démocrate, affirmée au congrès international de Londres de 1896, et qui n'avait fait depuis que s'appesantir tant sur les partis socialistes que sur les centrales syndicales, faisait en 1914 une faillite lamentable.

La France, par la C.G.T. et le syndicalisme révolutionnaire, avait tenté de réagir contre cette hégé-

monie ; elle n'y était pas parvenue. Pour dresser un réel barrage contre la guerre, il eût fallu en premier lieu que travailleurs allemands et travailleurs français eussent confiance les uns dans les autres et confiance en eux-mêmes. Faute de cette double confiance, pas de barrage possible. Prolétaires de tous les pays, incapables de s'unir, il ne leur restait plus qu'à s'entre-tuer.

La dure leçon de la guerre de 14-18 ne resta pas incomprise des prolétaires de France, ni de ceux d'Allemagne, semble-t-il. Après la révolution russe de 1917 et la révolution allemande de 1918, la C.G.T. se trouva devant un choix décisif. Malheureusement, au congrès confédéral de Lyon, en 1919, les principaux militants qui s'étaient dressés dès la fin de 1911 contre le reniement du syndicalisme et l'abandon de l'internationalisme ouvrier, Merheim et Bourderon, Dumoulin et Million, avaient fait défection. Que pouvions-nous, à quelques-uns, sauf sauver l'honneur du syndicalisme et sauvegarder l'avenir révolutionnaire?

La *Charte d'Amiens* était en somme reniée. La C.G.T. tombait dans le pire millerandisme. Elle perdait toute indépendance, tant à l'égard du gouvernement que des partis politiques.

Certes, on continuait, en paroles, à se réclamer de la *Charte d'Amiens*, comme on continue encore, en 1957, à le faire. Mais dans la pratique, on ne s'inspire plus d'elle. Un morceau du mouvement syndical, hier la C.G.T.U., aujourd'hui la C.G.T., va infiniment plus loin que ne le demandaient Renard et les guesdistes en 1906. Il ne s'agit plus simplement d'accord, on accepte d'être à la remorque et aux ordres du parti. D'autres morceaux du mouvement, F.O., C.F.T.C. - la C.G.T. elle-même - ne courent plus au *Conseil supérieur du travail* de Millerand mais au *Conseil national économique* et au *Bureau international du travail* ou au *Conseil économique et social* de l'O.N.U.

Pourtant on continue à discuter autour de la *Charte d'Amiens*. Ses idées flottent toujours dans l'atmosphère ouvrière française. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si la *Charte d'Amiens* est morte définitivement ou si elle est capable de renaître pratiquement en s'adaptant aux conditions de 1956. Je suis convaincu qu'elle renaîtra, car la leçon de ces cinquante dures années, de deux guerres, de plusieurs révolutions, et particulièrement de la révolution russe, le commandent.

---